



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°65-2022-07-22-00004  
de mise en demeure à l'encontre de la SARL DUPIRE  
commune de Lourdes**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées**

**VU** le Code de l'environnement et en particulier son article L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**VU** le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 65-2022-06-23-002 du 23 juin 2022 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 autorisant la SARL DUPIRE à exploiter un atelier de traitement de surface ;

**VU** l'arrêté de mise en demeure du 18 janvier 2021 faisant suite à une visite d'inspection du 5 octobre 2021 ;

**VU** le rapport d'inspection du 20 juillet 2021 suite à l'inspection du 7 juillet 2021 ;

**VU** la demande de prorogation du délai fixé dans l'arrêté de mise en demeure du 18 janvier 2021, demande adressée par l'exploitant à Monsieur le préfet le 17 février 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas plusieurs dispositions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 18 janvier 2021 fixant des échéances à 3 et 18 mois, le délai de 18 mois ayant été acté du fait du projet de déménagement de l'atelier dans un nouveau bâtiment répondant à l'ensemble des exigences réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2021, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait respecté l'échéance à 3 mois imposée dans l'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de déménagement de l'atelier de traitement de surface dans un nouveau bâtiment étudié sur l'année 2021 est abandonné pour des raisons économiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant travaille depuis début de l'année 2022 sur la mise en conformité du bâtiment existant ;

**CONSIDÉRANT** que l'échéance de 18 mois imposée dans l'arrêté de mise en demeure susvisé ne sera pas respecté du fait de l'abandon du projet de déménagement, et à ce titre, l'exploitant sollicite un nouveau report de 18 mois ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

**L'arrêté de mise en demeure du 18 janvier 2021 est abrogée.**

### **Article 2 :**

**La SARL DUPIRE, pour son atelier de traitement de surface qu'elle exploite 38-40 avenue Alexandre Marqui sur le territoire de la commune de Lourdes, est mise en demeure sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- d'équiper les ateliers d'une ventilation naturelle ou forcée donnant vers l'extérieur afin de respecter l'article 18 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
- d'équiper les rétentions de plus de 1000 litres d'un déclencheur d'alarme en point bas, de disposer d'un volume conforme de la rétention « cuves H<sup>+</sup> », et de rendre étanche les cuves de traitements associées à la rétention « cuve H<sup>+</sup> », afin de respecter l'article 20 et l'article 54 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
- de mettre en place un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie, afin de respecter l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
- de mettre en place d'un dispositif de captation des bains de traitement, afin de respecter les articles 36 et 57 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé et l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du site ;

### **Article 3 : Mesures compensatoires**

Des mesures compensatoires doivent être mises en place dans la période transitoire précédant la mise en conformité du site, notamment :

- une surveillance renforcée de l'état des cuves et rétentions associées aux bains de traitement de surface ;
- une stratégie permettant de contenir dans le bâtiment les eaux d'extinction incendie (mise en place de boudins gonflables au niveau des exutoires vers l'extérieur, envoi des eaux d'extinction incendie vers le niveau N-1 du bâtiment qui peut faire office de dispositif de rétention...)

### **Article 4 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 et 2 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 5 : Information des tiers**

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Lourdes et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lourdes pendant une durée minimum d'un mois ;

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de la commune et envoyé à la préfecture -pôle environnement, installations classées- ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois ;

### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

## **Article 7 : Exécution**

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Directeur de la DREAL Occitanie,
- M. le Maire de Lourdes

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

### **Pour notification à :**

- La SARL DUPIRE,

### **Pour information à :**

- M. le Sous-Préfet d'Argelès-Gazost,
- M. le Procureur de la République,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le **22 JUL. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Sibylle SAMOYAUULT